ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 12 mars 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics", a donné le 11 juillet 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 maart 1991 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten", heeft op 11 juli 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spé-ciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les dispositions statutaires prises par le Roi pour les agents de l'Etat sont applicables de plein droit aux agents des administrations dépendant des exécutifs des Communautés et des Régions.

Il n'est pas au pouvoir du Roi de suspendre l'ap-plication d'une disposition inscrite dans une loi spéciale.

L'arrêté en projet est, dès lors, applicable aux agents des exécutifs des Communautés et des Régions.

2. Il existe une discordance entre l'article 1er du projet et l'article 2, § 1er, du projet quant au champ d'application de celui-ci.

En effet, l'article 8, § 2, de l'arrêté royal nE 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans cer-tains services publics et l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, visés à l'article 2 du projet, ne mentionnent pas, parmi les administrations auxquelles leur texte s'applique, les établissements scientifiques de l'Etat.

Il convient de supprimer cette discordance.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

PREAMBULE.

Les alinéas 2 et 3 doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 94 modifié par la loi du 6 juillet 1989, et l'article 97;

Vu l'arrêté royal nE 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, notamment l'article 8 remplacé par la loi du 20 février 1990;".

2. Conformément à l'usage, l'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole nE 96 du 14 décembre 1990 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. L'abréviation "Par." doit être remplacée par le signe "§".

2. Il est proposé de rédiger la phrase introductive du paragraphe 1er et le 1E comme suit :

"Pour être engagées par contrat de travail, les personnes visées à l'article 8, § 2, de l'arrêté royal nE 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains ser-vices publics et à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, doivent :

1Eremplir les conditions fixées à l'article 16, alinéa 1er, 2E, 3E et 4E de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;".

3. En ce qui concerne la condition de nationalité, visée deux fois au paragraphe 1er, 1E, il y a lieu de relever que, selon la Cour de justice des Communautés européennes,

> "La condition de la nationalité belge ne peut être admise que pour les fonctions qui impliquent une parti-cipation effective à l'exercice de la puissance publi-que. Pour les autres fonctions, l'emploi doit être ouvert à tout ressortissant d'un pays membre des Commu-nautés européennes" (1).

En conséquence, la condition de nationalité belge doit être supprimée chaque fois qu'il s'agit d'emplois qui n'impliquent pas une participation effective à l'exercice de la puissance publique, et être remplacée, dans ce cas, par la condition d'être ressortissant d'un Etat membre des Com-munautés européennes.

Le texte doit être revu pour être conforme à l'observation précitée.

4. La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er, 2E :

"2Eêtre porteur d'un diplôme ou certificat d'étude requis en vertu de l'article 16, alinéa 1er, 6E et alinéa 2 ou remplir

---

(1)Arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 15 mars 1988, affaire 147/86, Commission contre République hellénique, Recueil de la jurisprudence de la Cour de justice, 1988, 3, p. 1637.

les conditions fixées par l'article 17, § 1er, A, B, E et F de l'arrêté royal du 2 octobre 1937".

5. Au paragraphe 2, avant-dernier tiret, il est question du "Ministère de la Santé publique et de la Famille". Actuellement, il existe un Ministère des affaires sociales et un secrétariat d'Etat à la Santé publique. Il convient de revoir le texte pour l'adapter à la répartition actuelle des attributions ministérielles.

Sous cette réserve, le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Pour un engagement contractuel dans les grades de secrétaire d'administration, de rédacteur, de correspondant, de commis-dactylographe, de commis, de cor-respondant adjoint de la recherche, de messager-huissier et d'expéditionnaire, les candidats doivent remplir les condi-tions prévues au paragraphe 1er et doivent en outre remplir une des conditions énumérées ci-après :

1Eêtre en service ou mis au travail dans un des services visés à l'article 1er (2) à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

a)soit dans le cadre de l'arrêté royal nE 230 du 21 dé-cembre 1983 relatif au stage et à l'insertion profes-sionnelle des jeunes;

---

(2)Article qu'il convient d'adapter à l'observation générale nE 2.

b)soit en qualité d'agent contractuel;

c)soit en qualité d'agent contractuel subventionné;

d)soit en qualité d'agent temporaire sur la base de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

e)soit en qualité d'ouvrier temporaire sur la base de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;

f)soit en application de l'article 51, § 2, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, ou des articles 161 à 171 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, ou de l'article 5 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères ou du chapitre II de l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carriè-re professionnelle dans les administrations et autres services des ministères;

2Eappartenir à l'une des catégories visées au 1E, a, b, c, d, e ou f et avoir été en service ou mis au travail dans un ou plusieurs services visés à l'article 1er (3) pen-dant une période de douze mois au moins, éventuellement

---

(3)Article qu'il convient d'adapter à l'observation générale nE 2.

interrompue, cette période se situant après le 31 décem-bre 1987 et avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

3Eêtre ou avoir été lauréats d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement;

4Eêtre ou avoir été lauréats d'un concours de recrutement d'agents temporaires organisé par le Secrétariat permanent de recrutement;

5Eêtre ou avoir été lauréats de l'examen de capacité orga-nisé par le Secrétariat permanent de recrutement, confor-mément aux dispositions de l'arrêté royal nE 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scien-tifiques de l'Etat;

6Eêtre ou avoir été lauréats d'un test de sélection organi-sé par le Secrétariat permanent de recrutement en vue de la mise au travail de chômeurs complets indemnisés au Ministère de la Justice, au Ministère de l'Intérieur, au Ministère de la Fonction publique et au Ministère ...;

7Eêtre lauréats d'un test de sélection organisé par le Secrétariat permanent de recrutement en vue de la mise au travail de contractuels.

Le contenu de ces tests de sélection est fixé par le Secrétaire permanent au recrutement.

Dès 1991, chaque premier trimestre de chaque année, le Secrétaire permanent au recrutement organise un test de

sélection en vue de la mise au travail des contractuels dans les grades mentionnés à l'alinéa 1er".

Article 4.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néer-landaise du présent avis.

Article 5.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Si le Secrétaire permanent au recrutement consta-te, pendant un test de sélection, qu'un candidat ne remplit pas ou ne pourra pas remplir une des conditions d'admissibi-lité requises pour être engagé par contrat dans le grade (4) pour lequel l'intéressé concourt, il exclut celui-ci ... (la suite comme au projet)".

Article 6.

---

(4)Dans le texte néerlandais, il est écrit : "... de betrekking ...". Par souci de concordance, il faut remplacer, dans le texte français, le mot "grade" par le mot "emploi".

D'après les explications données par le fonctionnaire délégué, rien ne permet de justifier la rétroactivité prévue.

L'article doit donc être omis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn de statutaire bepalingen die de Koning voor het rijkspersoneel heeft vastgesteld, van rechtswege van toepassing op het personeel van de besturen die ressorteren onder de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven.

Het ligt niet in de bevoegdheid van de Koning om de toepassing van een bepaling die in een bijzondere wet is neergelegd, te schorsen.

Het ontworpen besluit is bijgevolg van toepassing op het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven.

2. Er is, wat de werkingssfeer betreft, een gebrek aan overeenstemming tussen artikel 1 en artikel 2, § 1, van het ontwerp

Immers, in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten en in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, waarnaar in artikel 2 van het ontwerp wordt verwezen, is bij de besturen waarop die teksten van toepassing zijn, geen sprake van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

Dat gebrek aan overeenstemming dient te worden weggewerkt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

Men schrijve :

"Koninklijk besluit tot vaststelling ...

AANHEF.

Het tweede en het derde lid moeten worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 94, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989, en op artikel 97;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 8, vervangen bij de wet van 20 februari 1990;".

2. Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, moet het vierde lid worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op protocol nr. 96 van 14 december 1990 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Punt 3E dient aldus te worden gesteld :

3Ede instellingen van openbaar nut die onder de centrale overheid ressorteren ...".

Artikel 2.

1. De afkorting "Par." moet worden vervangen door het teken "§".

2. Voorgesteld wordt de inleidende volzin van paragraaf 1 en de bepaling onder 1E te redigeren als volgt :

"Om bij een arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen, moeten de personen bedoeld in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten en in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 :

1Evoldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 16, eerste lid, 2E, 3E en 4E, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;".

3. Wat het nationaliteitsvereiste betreft, dat in paragraaf 1, 1E, tweemaal vermeld wordt, dient erop te worden gewezen dat volgens het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen,

> "Het vereiste van de Belgische nationaliteit slechts aanvaardbaar is voor de werkzaamheden die een werkelijke participatie aan de uitoefening van het openbaar gezag impliceren. Voor de andere werkzaamheden moet de betrekking openstaan voor elke onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen" (5).

Bijgevolg moet het vereiste van de Belgische nationaliteit worden geschrapt telkens als het gaat om betrekkingen die geen werkelijke participatie aan de uitoefening van het openbaar gezag impliceren en in dat geval worden vervangen door het vereiste een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen te zijn.

De tekst moet worden herzien om in overeenstemming te zijn met de bovenstaande opmerking.

---

(5)Arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen van 15 maart 1988, zaak 147/86, Commissie tegen Helleense Republiek, Jurisprudentie van het Hof van Justitie, 1988, 3, blz. 1637.

4. De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 1, 2E :

"2Ehouder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat vereist is krachtens artikel 16, eerste lid, 6E, en tweede lid, of voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 17, § 1, A, B, E en F van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937".

5. In paragraaf 2, voorlaatste streepje, is sprake van het "Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin". Thans is er een Ministerie van Sociale Zaken en een Staatssecretariaat voor Volksgezondheid. De tekst moet worden herzien om hem aan te passen aan de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden.

Onder dat voorbehoud zou paragraaf 2 beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 2. Voor een contractuele indienstneming in de graad van bestuurssecretaris, opsteller, correspondent, klerk-typist, klerk, adjunct-correspondent der vorsing, bode-kamerbewaarder en expeditionair, moeten de gegadigden voldoen aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarden en bovendien één van de hierna opgesomde voorwaarden vervullen :

1Eop de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst of tewerkgesteld zijn in een van de in artikel 1 (6) bedoelde diensten :

a)ofwel in het kader van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

b)ofwel in de hoedanigheid van contractueel personeelslid;

c)ofwel in de hoedanigheid van gesubsidieerd contractueel personeelslid;

d)ofwel in de hoedanigheid van tijdelijk personeelslid op basis van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;

e)ofwel in de hoedanigheid van tijdelijk werkman op basis van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel;

f)ofwel met toepassing van artikel 51, § 2, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, of van de artikelen 161 tot 171 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, of van artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende

---

(6)Welk artikel moet worden aangepast aan algemene opmerking nr 2.

de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries of van hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries;

2Ebehoren tot een van de categorieën bedoeld in 1E, a, b, c, d, e of f en in dienst of tewerkgesteld geweest zijn in een of meer van de in artikel 1 (7) bedoelde diensten gedurende een, eventueel onderbroken, tijdsspanne van ten minste twaalf maanden die na 31 december 1987 en vo,'o,'r de datum van inwerkingtreding van dit besluit valt;

3Egeslaagd zijn of geweest zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend wervingsexamen;

4Egeslaagd zijn of geweest zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend examen voor werving van tijdelijken;

5Egeslaagd zijn of geweest zijn voor een bekwaamheidsexamen, door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat;

---

(7)Welk artikel moet worden aangepast aan algemene opmerking nr. 2.

6Egeslaagd zijn of geweest zijn voor een selectietest, door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd met het oog op de tewerkstelling van volledig uitkeringsgerechtigde werklozen bij het Ministerie van Justitie, het Ministerie van Binnenlandse Zaken, het Ministerie van Openbaar Ambt en het Ministerie ...;

7Egeslaagd zijn voor een selectietest, door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd met het oog op de indienstneming van contractuelen.

De inhoud van die selectietests wordt door de Vaste Wervingssecretaris vastgesteld.

Met ingang van het jaar 1991 organiseert de Vaste Wervingssecretaris elk eerste kwartaal van elk jaar een selectietest met het oog op de tewerkstelling van contractuelen in de in het eerste lid vermelde graden".

Artikel 4.

Men schrijve "gegadigden" in plaats van "kandidaten".

Artikel 5.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Als de Vaste Wervingssecretaris tijdens een selectietest vaststelt dat een gegadigde niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan een van de toelaatbaarheidsvereisten om bij een arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen in de betrekking (8) waarnaar de belanghebbende dingt, sluit bij hem van de selectietest uit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar gegeven uitleg is er niets dat de vastgestelde terugwerkende kracht kan wettigen.

Het artikel moet dus vervallen.

---

(8)In de Nederlandse tekst staat : "... de betrekking ...". Ter wille van de overeenstemming moet in de Franse tekst het woord "grade" worden vervangen door het woord "emploi".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.